

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 47 (1967)
Heft: 4: Kennedy Round

Artikel: La grande sacrifiée dans les négociations : l'agriculture
Autor: Sauer, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-887903>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La grande sacrifiée dans les négociations : L'agriculture

par

Jean-Jacques SAUER,

*du Centre de Recherches Européennes de l'Université de Lausanne
Ancien Directeur du Secrétariat Agricole de Suisse Romande*

L'ambition de la négociation qui a pris fin cet été à Genève était immense. Descendue du niveau politique au niveau commercial, elle a dû passer de l'extension la plus large à une série d'accords partageant les sujets délicats en morceaux plus ou moins menus, et laissant en gros l'agriculture et le Tiers-Monde en marge. En abaissant d'un bon tiers les droits de douane touchant un cinquième du commerce mondial, la négociation a obtenu un résultat relativement important, mais laisse le sentiment que seuls les pays industriels ont eu voix dans un jeu mené avec prudence et réticence.

UN SUJET TROP DIFFICILE

Lorsque le président Kennedy, craignant que l'évolution économique du Marché commun n'entraîne une certaine division entre les pays atlantiques, et en particulier entre l'Europe des Six et les États-Unis, proposa un abaissement général des tarifs douaniers entre les membres du GATT, il ne précisa pas la portée de son projet sur le commerce des produits agricoles, et en conséquence sur l'agriculture des pays concernés. Il espérait plutôt que l'Europe s'ouvrirait plus largement aux produits du sol américain.

Les Six, quand ils traçaient les grandes lignes du Traité de Rome, avaient été plus prudents en évaluant les difficultés propres à ce secteur, mais encore fallut-il dix ans pour élaborer une politique commune nécessaire à la libre circulation progressive et ordonnée des produits agricoles dans l'espace européen. Et le grand architecte du marché commun agricole, M. Mansholt, n'a pas encore réussi à convaincre les six gouvernements de la nécessité

de reconstruire rapidement les fondations de l'édifice, et non seulement la toiture, jamais assez large d'ailleurs pour abriter tant de libertés contradictoires, d'indépendances maladroites, d'expansionnismes hésitants.

Rien d'étonnant donc au rétrécissement de la partie agricole de la plus grande négociation commerciale du monde. Il est inutile de prétendre développer le commerce des produits agricoles sans prévoir en même temps ce que deviendra la production, donc les agriculteurs, des pays intéressés, surtout des pays acheteurs.

Les Six s'étaient suffisamment affrontés sur le problème pour proposer immédiatement des limites aux accords agricoles, limites qui réservaient essentiellement la part de leur agriculture, avec une certaine protection et une certaine possibilité d'expansion. Couvrant les 86,5 % de leurs besoins en blé panifiable, ils demandaient que 90 % de l'approvisionnement fussent réservés à leurs agriculteurs, et naturellement à un prix interne, les 10 % restants seulement pouvant faire l'objet d'engagements à l'égard des grands exportateurs. Ces derniers préférèrent le *statu quo* et les règles du marché mondial à une généralisation d'engagements délimitant plus précisément les niveaux de production, de protection et de prix. La consolidation du soutien des agricultures déficitaires des pays industrialisés n'a finalement pas été retenue. La leçon est d'importance.

Il faut en effet convenir que ces pays résolvent bien lentement le problème posé par cette population résiduelle, dont l'éloignement et la dispersion gênent l'accès aux instruments du progrès, de même que les structures de leurs entreprises empêchent la mise en œuvre des techniques nouvelles de production; ces populations agricoles ressemblent finalement à des populations naïves



Couple de vieux paysans bretons cassant la croûte dure de la surface du sol pour permettre la levée des carottes — Sud-Finistère (Photothèque du Ministère de l'Agriculture).

et exploitées à qui l'on a fourni à grand prix(*) de petits moyens de travail, de petites fermes, de la petite mécanisation, du mini-équipement; elle est prisonnière aujourd'hui, qui de son retard, qui de ses dettes, qui de son milieu, qui de ses préjugés, qui de sa petite ferme, qui de ses co-héritiers, qui du système politico-électoral. Depuis peu, les Américains ont appris à appeler la pauvreté par son nom. Leur refus de la « consolidation des soutiens » nous en dit plus long sur notre agriculture en un seul « non » qu'en beaucoup de phrases.

PEUT-ON APPRENDRE LENTEMENT A ALLER VITE ?

La négociation Kennedy ayant renoncé à embrasser le problème agricole dans son ensemble, n'a retenu pratiquement que quelques abaissements de droits de douane sur les produits agricoles américains, l'Europe ayant d'ailleurs refusé au Nouveau-Monde des concessions sur les oléagineux, en rétorsion contre le récent refus américain de participer à un accord mondial sur ces produits, et surtout pour réserver le marché européen des oléagineux aux pays non-industrialisés, surtout africains.

Le blé seul a pu faire l'objet d'un accord restreint, qui

(*) Comparé avec le prix excessif des terres rachetées par les serfs libérés en Russie en 1861 et 1917.

ne modifie que peu l'ancien accord international, puisqu'il prend acte de la hausse des prix intervenue depuis plusieurs années à la suite de l'accroissement de la demande, et consolide une augmentation de 17 % sur les prix anciens. Mais aucun accord ne touche les céréales fourragères; le marché des produits animaux n'est donc ni directement, ni indirectement touché, sinon bilatéralement, par la négociation difficile entre l'Argentine et les Six.

Quelle est donc la cause de cet échec? Au premier chef, l'importance des disparités entre pays exportateurs et pays importateurs, en particulier entre les vastes pays neufs industrialisés et l'étroite et vieille Europe.

Le phénomène qui permet l'élargissement de l'avance américaine en technologie, ou le développement du commerce international à un rythme multiple de celui des productions nationales, grâce au perfectionnement de la spécialisation, se manifeste tout aussi bien, et peut-être parfois plus, en agriculture où les facteurs espace, capacités humaines libérées des traditions, avance scientifique et technique et disponibilités économiques se conjuguent pour augmenter l'avance des grandes régions productrices. A noter que l'*espace* n'est ainsi qu'une caractéristique relative de l'agriculture, qui concerne aussi d'autres secteurs, et le handicap qui s'ensuit n'est que la mesure de l'insuffisance de l'organisation et des transports; *les capacités* sont avant tout relatives à la mobilité et au niveau d'instruction générale bien plus qu'à la spécialisation,

d'où la gravité du cas européen (et spécialement suisse : intervention Juri à Zürich, le 9 octobre 1967) où la formation générale est souvent déficiente; *la recherche scientifique et technique* doit être conduite en grand, mais aussi appliquée en grand, pour être rentable, au-delà du marivaudage agronomique des micro-climats, car la dimension de l'application donne elle-même sa dimension à la recherche; enfin, *les disponibilités économiques*, qu'il s'agisse de moyens de production ou du marché, et la solidité des débouchés dans une économie diversifiée, comptent plus que la libérale loi de King.

Or, nos pays de tradition ont institué la rente des uns et la pauvreté des autres au rang de mythes qui assurent l'ordre social, si bien que l'une et l'autre ne sont plus des situations économiques, mais des conditions indispensables à notre échelle des valeurs. Cette mentalité nous conduit à nous hâter lentement; mais peut-on apprendre lentement à circuler à 100 à l'heure? La réponse ne se trouve ni dans le nombre des marins, ni dans l'âge des capitaines, mais dans la puissance des machines, les connaissances du mécanicien, l'équipement du port et la sécurité des mers.

Cueillette des asperges à Campagne — Landes (Photothèque du Ministère de l'Agriculture).



Les échanges agricoles sont encore soumis à trop de freinages et la production européenne représente une trop grande somme de petits intérêts, pour que l'on songe sérieusement à lui proposer le rythme des échanges industriels. Il faudra le temps d'en finir avec les « particularités » du cas agricole avant de donner une nouvelle direction aux échanges entre pays riches.

ET LE TIERS-MONDE?

Pour un dollar reçu à titre d'aide des pays industrialisés, le Tiers-Monde en a perdu cinq dans la dégradation des termes d'échange au cours des dix dernières années. Toutes les exportations des pays pauvres membres du GATT ensemble équivalent tout juste au revenu national de la Suède.

C'est pourquoi lorsque le GATT affirme au début d'août 1967 que le Kennedy Round profitera aux pays sous-développés, R. Prebisch répond un mois plus tard au nom de l'UNCTAD par un réquisitoire démontrant que l'écart continue de se creuser. Certes, un cinquième des produits agricoles ne supportera aucun droit de douane, les produits tropicaux libérés passeront de 1/8 à 1/3, les produits manufacturés d'outre-mer libres de droits de 5 à 7 % (!). Répartissons cette baisse de quelques pourcents sur l'équivalent du revenu suédois entre tous les pays pauvres, et confions aux successeurs de Leeuwenhoek le soin de donner les dimensions de ces miettes de notre table, dimensions négatives si l'on a le mauvais esprit de tenir compte de la variation des prix d'exportation, sans l'indexer d'ailleurs sur les besoins de ces pays, ce qui nous conduirait à la découverte de l'anti-revenu dans l'orbite de l'anti-commerce, comme diraient les physiciens. Dans ses « estimations préliminaires des résultats du Kennedy Round », R. Prebisch constate que la part des pays sous-développés diminuera dans le commerce mondial (les échanges de produits manufacturés se développent deux fois plus vite que ceux de matière première), car malgré quelques concessions particulières, l'abaissement des obstacles (d'ailleurs fort relatif sur des produits qui ne concurrencent pas les produits des pays avancés, ceux-ci s'étant consenti des réductions privilégiées pour les produits menacés) n'est pas de nature à donner à un faible potentiel de production et d'échange l'impulsion propre à réduire l'écart. En outre, ajoute le Secrétaire général de l'UNCTAD, ce sont les produits à technologie avancée qui ont bénéficié des plus considérables abaissements de droits; vérité plus évidente que surprenante, qui met en relief la nécessité d'une politique autre que le mondialisme libéral ou l'évolution « naturelle » des échanges entre forts et faibles. Mais les rapports de force ne pouvant être que des rapports de crainte, on ne voit pas encore quel plus juste besoin de sécurité ou quelle foi délivrera les riches de leur angoisse, les détournera de leurs rivalités, pour mettre un peu de ces énergies

affolées au service de l'apaisement des faims légitimes, ou démesurées, parce qu'à l'image de nos excès?

Mais nous ne possédons apparemment pas la recette de la discipline interne de nos moyens de production, qui nous permettrait de construire un certain ordre des échanges extérieurs en vue d'un équilibre ou d'une entente entre les puissances d'hier, celles d'aujourd'hui et celles de demain. Les défis successifs, nouveaux dieux sanguinaires, trouvent plus d'adorateurs prêts à y laisser leur vie, que d'incrédules décidés au partage raisonnable de quelques-uns de leurs biens. Entre la race des seigneurs et celle des hommes, toujours la même distance.

Il est vrai que l'accord du mois de mai a prévu une aide de 4,5 millions de tonnes de céréales par an, équivalant à un tiers de la récolte française, fournie par les pays développés, les 42 % par les États-Unis, les 23 % par la CEE, 0,7 % par la Suisse. Cette proposition américaine, initialement de 10 millions de tonnes, avait pour but de faire partager les efforts des États-Unis dans ce domaine par les autres pays industrialisés, et les engager à non seulement bénéficier des conditions peu normales du marché mondial des céréales, mais à les mettre aussi au service des pays pauvres tout en contribuant par là à alléger ce marché. Mais ce geste risque d'être plus efficace sur le plan de la bonne conscience des riches qui s'épargnent ainsi une crainte de plus, que sur celui de la lutte pour le développement.

INTÉGRÉS ET SOUS-INTÉGRÉS

La CEE n'ayant pas pu faire reconnaître le droit à la protection de ses agriculteurs, les concessions sur les produits agricoles et alimentaires entre les pays industrialisés n'ont été que de peu d'importance. Chacun continuera de payer par les voies propres aux législations nationales ou communautaire le mauvais entretien de ces réserves où le prolétariat de la propriété, deux siècles après les physiocrates, sacrifie toujours à la Cérès efflanquée de la petite culture.

Les malheureuses circonstances qui ont freiné l'application utile et économique du progrès scientifique à l'agriculture continueront de peser sur toute une population désorientée entre les traditions d'une société disparue et le chaos urbain. Pour intégrer l'agriculture, la société industrielle devra elle-même prendre une forme plus équilibrée.

L'incapacité de surmonter les difficultés à ces deux niveaux joue naturellement un rôle déterminant dans l'impuissance des Occidentaux et en particulier des Européens à aider efficacement le Tiers-Monde; la fragilité rend susceptible; le robuste appui qu'il faudrait donner ne naît pas d'une telle situation. La guerre à laquelle donne lieu la liquidation des excédents, que la discipline proposée par les Six tendait à maîtriser, faussera encore longtemps la réaction des gouvernements, des producteurs et des consommateurs.



Grande exploitation dans l'Aisne : Champ de blé moissonné (Photothèque du Ministère de l'Agriculture).

Il n'est pas étonnant alors que parmi les pays sous-intégrés qui frappent à la porte de Bruxelles, les exportateurs agricoles ou de matières premières soient peu satisfaits, les industriels plus satisfaits. Le rapprochement vers le bas des tarifs douaniers permettant un développement des échanges, la Suisse pourrait être tentée de moins éprouver le sentiment du « complexe d'infériorité institutionnalisé » que représente l'AELE face à la CEE. C'est là un malentendu; le libre échange, en favorisant certaines formes de concurrence, n'est pas une contribution au développement équilibré, bien au contraire. Rien ne prouve même que, face à une Communauté qui cherche à se donner des institutions pour maîtriser ce développement, le libre échange à lui seul ne sera un jour cause de difficultés, parce qu'il se construit sur les occasions et non sur une politique de croissance économique.

L'échange de produits industriels est chose naturelle; production de masse et large diffusion caractérisent ces fruits de la technique, et assurent leur intérêt économique. Produits agricoles et matières premières ne soulèvent pas les mêmes intérêts, les mêmes désirs, les mêmes curiosités. Ils sont nécessaires, ils n'ajoutent que peu à la puissance et à la liberté, telles qu'on les entend aujourd'hui. Le surplus de nécessaire est inutile; le surplus des signes extérieurs de la puissance est précisément leur plus grande marge d'utilité. Le dialogue est-il possible entre ceux qui manquent du nécessaire et ceux qui manquent du superflu? Le rétrécissement des objectifs du président Kennedy illustre une nouvelle crise de l'Occident; la partie agricole de la négociation, une crise plus large et plus profonde. Le président de la Commission du marché commun n'a pas tort de refuser de fermer ce dossier.

J.-J. S.